



Rodez, le 29 septembre 2014

Madame la déléguée inter-régionale.

Vous avez choisi aujourd'hui de faire le détour par notre département de l'Aveyron, ou du moins par sa préfecture de Rodez.

Tout d'abord, sans doute savez-vous que ce département très rural est le cinquième le plus grand de France avec ses 8 735 Km², le 78^{ième} en population avec environ 275 000 habitants.

Vous aurez donc vite compris que la notion de Service Public Républicain revêt une importance capitale dans notre situation, capitale aux yeux des syndicats FODGFIP et CGT Finances Publiques de l'Aveyron.

A la DGFIP, le maillage que l'on connaît à l'heure actuelle est déjà bien loin de pouvoir assurer ce Service Public qui nous est cher... et il est le résultat de politiques successives désastreuses. Prenez conscience qu'en presque quinze ans, les effectifs de la DGFIP en Aveyron ont fondu de quelques 35 %, que les citoyens aveyronnais voient s'éloigner des services en tout genre (les écoles qui ferment, la poste, le réseau SNCF, les sous-préfectures qui sont mises à mal). Et les scénarios les plus loufoques sont avancés, au nom de l'effort économique ... mais on ne peut que constater les dégâts des mesures déjà entrées en vigueur, et la projection dans l'avenir, avec les nouvelles mesures que l'on avance, nous apparaît morbide, dénuée de toute réalité.

Avec un budget de fonctionnement constamment en baisse, avec des suppressions d'emplois évoquées plus haut, l'ensemble des agents s'efforce tout de même de faire tourner la machine. En 2013, avec un peu plus de 1600 heures écrêtées officiellement, avec une moyenne de 9 jours d'arrêt de travail par an et par agent de ce département, pensez-vous sincèrement que les agents des Finances Publiques de l'Aveyron vont conserver longtemps les forces nécessaires face à cette situation ? Et pourtant, l'employeur doit être le garant de la santé physique et mentale de ses employés... par la prévention des risques, la formation ou l'information, et surtout par l'utilisation de moyens adaptés !

FODGFIP et CGT Finances Publiques de l'Aveyron dénoncent les politiques aveugles de notre direction générale parisienne. Nous revendiquons l'arrêt de ces suppressions d'emploi, l'arrêt de l'abandon de missions régaliennes de l'état, l'abandon de la MAP à l'instar de la RGPP, le retour au paritarisme des comités techniques, le retour à un Service Public Républicain, le retour à une justice fiscale telle qu'elle a été inscrite à l'article 13 de la déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen.

Pour FODGFIP et la CGT Finances publiques, la priorité est aux agents !

